

Le Rappel Républicain

Deuxième Année. — N° 304

DE LYON

Mardi 1^{er} Novembre 1904

Journal Démocratique Quotidien

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS NE SONT PAS RENDUS

LES ABONNEMENTS PARTENT DES 1^{er} & 16 DE CHAQUE MOIS

ANNONCES
A LYON, exclusivement aux bureaux de la Société de Publicité Artistique et Commerciale, 52, Rue de la République.
A PARIS, dans toutes les Agences de Publicité

5 cent
le N°

ADMINISTRATION et RÉDACTION : 4, Rue Stella
Adresse télégraphique : RAPPEL RÉPUBLICAIN, LYON—Téléphone 45-39

5 cent
le N°

ABONNEMENTS :
Lyons et départements limitrophes... 10 fr.
Autres départements... 12 fr.
Etranger (Union postale)... 16 fr.

FAITS DU JOUR

Le « Figaro » continue la publication de nouveaux documents qui établissent les procédés de honteuse délation et la grande part qui en revient au général André.

M. Guyot de Villeneuve interpellera de nouveau vendredi prochain le ministre de la guerre.

Le conflit anglo-russe est définitivement apaisé. L'Angleterre et la Russie se préparent à une enquête sérieuse et impartiale.

L'amiral Rodjstvensky serait rappelé en Russie pour cause de maladie.

Les débats de l'affaire Dautriche se sont continués samedi. On a entendu comme témoins les généraux Delanne et de Lacroix et plusieurs autres officiers.

A la Chambre espagnole, après une séance agitée de près de deux jours, il y a eu une suspension de quelques heures. M. Maura a la confiance du roi.

Rien de bien nouveau en Extrême-Orient. Les Russes auront bientôt trois armées sur le théâtre de la guerre.

PAR L'ESPIONNAGE

L'espionnage a, de tout temps, fleuri dans notre beau pays de France; mais jamais aussi abondamment qu'après la rentrée des Bourbons.

Il y avait à cette époque au moins une demi-douzaine de polices, distinctes et souvent rivales. Il y avait d'abord celle de la congrégation, dont l'immense fillet s'étendait sur le pays tout entier; il y avait la police officielle que dirigeait le préfet de police; puis les polices particulières, celle du roi, celle de son frère, celle de la dauphine.

Il y avait aussi la police du dauphin. Cette dernière était exclusivement affectée à la surveillance de l'armée, et l'on peut dire qu'elle fut la police de la guerre.

Dans chaque régiment il existait, en dehors des délateurs bénévoles qui s'offraient fréquemment, trois espions en titre : l'un pris dans le corps des capitaines, l'autre dans celui des lieutenants, le troisième toujours choisi parmi les enrôlés volontaires, et chargé d'épier le vulgaire troupeau des sous-officiers et des soldats.

Au-dessus de cette organisation réglementaire il y avait, bien entendu, un état-major d'espions en chef, parmi lesquels figuraient des aides de camp, des généraux, voire un maréchal de France. Ces hauts seigneurs-policiers, dont le rôle était de recueillir et de classer les rapports des sous-espions, avaient l'honneur de travailler directement avec le dauphin, héritier présumé de la couronne, et grand mouchard de France.

Ces choses-là paraissent bien loin de nous. Elles sont tout près au contraire. A quatre-vingt-dix ans de distance, à l'aurore du vingtième siècle, la République ayant planté de solides assises dans notre sol et la démocratie coulant à pleins bords, le général André a restitué dans notre pays les mœurs de la Restauration.

Il n'a pas seulement fait revivre la police militaire. Il en a singulièrement accru la puissance, élargi les cadres et multiplié les moyens d'action. Par le grand débat qui s'est déroulé vendredi, à la Chambre, vous savez déjà quel but il a poursuivi et par quelles voies il a procédé.

Le général André s'était donné la tâche « d'épurer » notre corps d'officiers. Entendez par là qu'il était résolu à faire sortir de l'armée, en ne leur laissant aucune chance d'avancement, tous les officiers suspects de cléricisme, ou appartenant à des familles cléricales ou seulement convaincus de ne manifester qu'un zèle insuffisamment tapageur pour les beautés du Comblage.

Pour arriver à ses fins, il eut l'inspiration géniale de s'adresser au Grand Conseil de la franc-maçonnerie. Il obtint de lui qu'il rédigeât et lançât une circulaire par laquelle les adhérents des loges établis dans toutes les villes pourvues de garnison étaient invités à se procurer, sur les officiers avec lesquels ils pouvaient se trouver en relations directes ou indirectes, des renseignements leur permettant de répondre à un questionnaire détaillé qui portait sur :

« L'état civil du père et de la mère de l'officier ainsi que du père et de la mère de sa femme; les écoles dans lesquelles l'officier et sa femme avaient été élevés; les cercles ou sociétés auxquels ils appartenaient; leurs pratiques religieuses; les écoles de relations mondaines; les chasses auxquelles ils étaient invités, et enfin ce qu'ils pensaient de l'antisémitisme. »

Le sens de cette dernière question n'est pas douteux; elle signifie : l'officier est-il pour ou contre Dreyfus?

fut plus souvent bien accueillie. En peu de temps, un vaste filet d'espionnage enveloppa tout notre corps d'officiers. Des hommes occupant les situations les plus diverses, des magistrats, des notaires, des commerçants, des fonctionnaires publics, n'hésitèrent pas à prendre rang dans cette armée d'agents secrets. Mais les dénonciations les plus redoutables furent celles qui vinrent du corps même des officiers, désormais infesté de l'esprit de délation.

Du Grand-Orient où elles sont centralisées, les notes dénonciatrices sont directement transmises au cabinet du ministre qui dresse ses listes d'après leurs indications. Aucune nomination n'est définitivement arrêtée sans avoir subi le contrôle du Conseil maçonnique. Si bien qu'aujourd'hui il est permis de dire que ce n'est plus le ministre de la guerre qui statue sur l'avancement des officiers, mais que c'est le F. Vadequard, secrétaire général du Grand-Orient de France.

Voilà pour ce qui concerne la partie mécanique de l'opération. Veut-on savoir maintenant quel esprit y préside? Une lettre du capitaine Mollin, attaché au cabinet du ministre, va nous le dire en des termes dont la brutalité ne laisse rien à désirer.

T. C. F. Vadequard, je vous envoie les deux listes ci-jointes dont l'une représente les officiers qui, ne réunissant pas les conditions d'ancienneté suffisantes pour être maintenus au tableau de concours pour la Légion d'honneur, ont cependant été grâce à leurs opinions républicaines que nous avons connues par vous, et dont l'autre représente au contraire les officiers qui réunissent toutes les conditions d'ancienneté et de notes militaires pour être maintenus, mais que nous avons éliminés parce que vous nous les aviez signalés comme hostiles à nos institutions.

Vous voyez comme c'est simple : les services ne comptent plus, il n'y a que les opinions. La règle ne fléchit jamais, même dans les cas où son application revêt un caractère plus particulièrement révoltant. Parmi les documents dont le Figaro a publié la fac-similé photographique, goûtez le sel tout spécial de cette dénonciation :

... Si le lieutenant M... qui se trouve en Chine, est proposé pour capitaine, il faut faire tout pour que cette proposition soit rejetée. C'est le réactionnaire le plus enragé qui existe. C'est un lecteur de la Libre Parole.

Un officier est au feu, faisant face à l'ennemi. Pendant qu'il se bat, un camarade qui fait campagne, les pieds au sec, dans un bureau bien chauffé, lui tire dans le dos. Des deux, pour le général André, le mauvais soldat c'est le premier, celui qui reçoit les coups de fusil; le bon, c'est l'autre, celui qui envoie les petits papiers au ministre.

Il n'est pas toujours besoin, pour être rangés dans la catégorie des « désavantages », comme dit le capitaine Mollin, qu'un officier se dénonce lui-même par la couleur du journal qu'il reçoit ou par d'imprudentes propos tenus à la table du mess. Les correspondants du brave André, à l'occasion, disqualifient les gens au jugé. Un colonel de la garnison de Dijon est exécuté en trois lignes : « Tres « froid, très réservé, n'a jamais fait un acte hostile au gouvernement; il est « difficile de connaître ses opinions politiques, mais ne doit pas être républicain. »

Qu'est-ce au juste qu'un républicain aux yeux de la bande policière qui dispose de l'avancement de nos officiers? S'imagine-t-ils par hasard que celui-là fait réellement preuve de républicanisme qui crie très fort : « Vive la République ! » à l'heure où il n'y a de grades et de croix que pour ceux qui font exhibition d'ardeur républicaine? La moindre réflexion montre que le critère adopté par les bureaux du général André est le pire qui puisse être choisi.

Du moment qu'il ne s'agit, pour être porté sur la bonne liste, que d'arborer le bonnet rouge, tous les imprudents vont s'en coiffer. Des gaudillards qui se rueraient à la messe s'il y avait un bout de galon à y gagner n'hésiteront pas, pour conquérir un peu de plumet, à courir vers le temple d'Hiram.

En sorte que, loin qu'on fasse une sélection utile au régime, on n'arrive qu'à tourner contre lui toutes les âmes viriles et à lui réserver l'hommage des âmes veules, prêtes à toutes les volte-face, comme elles l'ont été à toutes les dissimulations. On prétend républicaniser l'armée; on nous prépare des états-majors composés d'aristocrates sans pudeur et dont, peut-être, les meilleurs républicains seront exclus.

Ne croyez pas, d'ailleurs, un instant, que les inventeurs du système se fassent à cet égard la moindre illusion. Ils savent très bien ce que vaut l'âme la marchandise dont ils se paient. Et c'est encore le capitaine Mollin qui va nous renseigner sur ce sujet avec son habitude franche de langage.

Dans une lettre, toujours adressée au très cher frère Vadequard, après avoir fourni une liste de commandants brevetés, aptes à faire le service d'état-major, et demandé sur eux les renseignements utiles pour envoyer dans les bonnes garnisons les bien pensants et les autres dans les mauvaises, l'exécuteur des vilaines œuvres du général André précise en ces termes suggestifs sa pensée et celle de son chef :

Au bout de quelque temps, quand ces messieurs se seront rendu compte de l'avantage qu'il y a à être républicains, ils changeront de façon de faire et feront au moins semblant de l'être.

gne à laquelle ils s'attachent n'est à aucun degré républicaine. Il faut bien appeler leur système par son vrai nom. Ce n'est pas l'avancement aux républicains, c'est l'avancement aux cyniques et aux délateurs.

Quel cadre d'officiers vont-ils nous faire? Pour trouver un régime comparable à celui-là, il faut remonter jusqu'à la Restauration.

Dans ce temps-là, on disait : la Congrégation, ou : la police du dauphin. On dit aujourd'hui : la bande à André. Quelle différence faites-vous?

Alphonse HUMBERT.

NOTES POLITIQUES

LA DELATION DANS L'ARMÉE

Le capitaine Mollin s'est fait justice : il a donné sa démission et quitté l'armée. Il n'avait pas autre chose à faire. Mais le général André se tromperait fort s'il estimait que satisfaction suffisante est ainsi accordée à l'opinion et à la morale publiques.

Il a dit lui-même à la Chambre en propres termes : « Je vous assure que si je constate la réalité de ces choses, je n'hésiterai pas une minute à considérer que ma responsabilité est engagée. »

La réalité des pratiques délictueuses par la Chambre est maintenant constatée par le ministre puisqu'il a accepté la démission du capitaine Mollin. Il ne devait donc pas hésiter une minute à reconnaître que sa responsabilité personnelle est engagée. Il semble pourtant qu'il hésite, puisqu'il n'a pas encore suivi l'exemple donné par son subordonné. Cette hésitation ne le sauvera pas. Personne ne croira que le capitaine Mollin ait agi de sa propre initiative et à l'insu de son chef immédiat. Ceux qui voudraient le croire malgré tout seront édifiés par la publication de nouveaux documents, s'il est nécessaire d'en apporter de nouveaux.

Le Figaro a déjà publié une lettre du capitaine Mollin au très cher frère Vadequard, qui met en cause le général André. Le général met en charge de l'honneur de vous prier de vouloir bien nous procurer des renseignements sur le colonel Vieillard... Et cette lettre est du 21 juin 1904, c'est-à-dire du début même du ministère du général André. Sa première pensée a donc été de recourir aux procédés dont il paraît aujourd'hui vouloir rejeter sur d'autres la responsabilité.

D'autre part, le lieutenant-colonel Hartmann apporte un témoignage du même genre. Faudra-t-il en susciter d'autres? Faudra-t-il que M. Guyot de Villeneuve provoque un nouveau débat, comme il en a déjà manifesté l'intention? Le général André a beau brûler ses dossiers compromettants au point, dit-on, d'avoir causé un feu de cheminée dans son cabinet, il n'arrivera pas à donner le change au pays. Sa démission est inévitable, il l'a proclamé lui-même, et elle lui sera violemment imposée s'il ne se hâte pas de prendre les devants.

— René RAPPEL.

INFORMATIONS

L'IMPOT SUR LE REVENU

Paris, 31 octobre.
Dans sa revue financière, l'Éclair dit que la Bourse ne s'inquiète plus de l'impôt sur le revenu. Le rapport du directeur général des contributions à l'Assemblée des députés soumis à la Chambre permet d'espérer qu'il ne se trouvera pas une majorité pour adopter la réforme.

LES FÊTES DE LA MUTUALITÉ

Paris, 31 octobre.
La municipalité parisienne a reçu cet après-midi à l'Hôtel de Ville les membres de la fédération nationale de la mutualité.

Les honneurs du palais municipal leur ont été faits par MM. Fannetier, secrétaire du conseil municipal; Auzan, secrétaire de la préfecture de la Seine, et Lépine, préfet de police.

Le général Linévitch, qui a dû arriver aujourd'hui de Vladivostok à Moukden, commandera non pas la première, mais la troisième armée, tandis que le général Kaubars, chef de l'arrondissement militaire d'Odessa, prendra le commandement de la première. Le général Gripenberg reste commandant de la deuxième armée.

Cette troisième armée serait formée par le détachement actuel de Vladivostok, sous les ordres de Linévitch et fort de trente à quarante mille hommes, renforcé par deux corps pris dans l'armée actuelle et par une partie des troupes mobilisées. L'intention du gouvernement russe est de former trois armées, qui agiraient sous le commandement suprême de Kouropatkine, pour les opposer aux trois armées japonaises.

major du maréchal Oyama et son collaborateur dans le plan de campagne suivi par les armées japonaises en Mandchourie.

Les Dépenses de la guerre au Japon

Londres, 31 octobre.
De Tokio au Times : « Les financiers japonais estiment les dépenses nettes pour la guerre, l'année prochaine, à 77 millions de livres sterling, dont 22 millions seront obtenus par le surplus des recettes ordinaires et les impôts de guerre, le reste au moyen d'un emprunt. »

Prise du Mont Zykoff par les Russes

Saint-Petersbourg, 31 octobre.
On télégraphie de Moukden que, dans la nuit du 29 octobre, les Japonais ont fait une énergique tentative pour reprendre le village de Sakohé-Pou, qu'ils avaient abandonné aux Russes le 24 octobre.

Le détachement du général Zykoff a repoussé cette attaque et a pris ensuite l'offensive, délogeant les Japonais d'une hauteur qui a été aussitôt baptisée du nom de Zykoff.

Le commandant Elitz, correspondant militaire du Novosti Vremia, télégraphie que le nombre des soldats japonais qui se rendent augmente journellement. Ces prisonniers affirment que, dans l'armée japonaise, on a répandu la nouvelle que Port-Arthur était pris et qu'à l'armée du général Kouropatkine, il ne restait plus que 80,000 hommes.

Il y a beaucoup de malades dans l'armée japonaise, depuis le commencement des froids.

Le 29 et le 30, les troupes japonaises, avec le train des équipages, ont tenté leur mouvement en grandes masses dans la direction de l'est. L'ennemi continue de fortifier ses positions sur tout le front. Les positions japonaises canonnet fréquemment depuis ce matin le sommet du mont Poutloff.

LE SIEGE DE PORT-ARTHUR

Nouveaux Bombardements

L'Escadre russe

Londres, 31 octobre.
Une dépêche de Shanghai dit que l'assaut général de Port-Arthur se poursuit avec vigueur. Les Japonais ont occupé deux positions.

On mande de Tokio au Standard : « Suivant une dépêche de Sasebo, les navires russes qui se trouvaient à Port-Arthur, le 26, comprenaient six cuirassés et croiseurs, quatre canonnières, onze contre-torpilleurs, trois navires hôpitaux, une dizaine de chaloupes et six navires marchands, dont un norvégien, arrivé le 13. »

On télégraphie de Shanghai au Daily Chronicle :

« Dans une interview, le capitaine d'un vapeur norvégien affrété par une maison russe et qui a quitté Vladivostok le 26 octobre, déclare que les croiseurs russes Rossia et Gromoboi sont ancrés dans le port, côte à côte, prêts à prendre la mer. Trois autres navires de guerre sont dans le port. »

« L'entrée de la rade est presque fermée par les glaces. Vladivostok est imprévisible. »

La commission à Vigo. — L'enquête. — Déclarations de Rodjstvensky. — Bruit de son retour. — La flotte russe

Londres, 31 octobre.
La commission d'enquête qui se réunira à Vigo et qui est chargée d'établir les faits sur l'incident de Hull aura devant elle l'argument anglais qui déclare : « Des navires de guerre russes ont passé dans la nuit du 22 octobre à 350 kilomètres de la côte anglaise et ont tiré sans raison sur des bateaux de pêche de nationalité anglaise et blessé des pêcheurs anglais. »

L'argument de la Russie sera celui-ci : « Parmi les bateaux de pêche anglais que nous avons capturés dans la nuit du 22 octobre, à Dogger-Bank, dans la mer du Nord, se trouvaient deux torpilleurs ennemis qui s'approchaient de nos navires de guerre. Comme ils ne voulaient pas répondre à nos signaux, nous avons tiré sur eux et nous croyons en avoir coulé un. Nos bateaux de pêche nous expriment nos plus vifs regrets et nous paierons les indemnités nécessaires aux victimes. »

Dans les milieux bien renseignés, ici, on ne met pas en doute la présence de deux torpilleurs étrangers à Dogger-Bank, dans la nuit du 21 au 22 octobre, car les pêcheurs de Hull, dans leurs premiers rapports, en parlent, mais on est convaincu qu'il sera établi sans doute que les deux torpilleurs sur lesquels l'amiral Rodjstvensky a tiré n'étaient nullement des bateaux ennemis, mais bel et bien des torpilleurs russes.

La commission d'enquête, à Vigo, aura à vérifier ceci :

1° Tous les torpilleurs russes qui sont entrés dans la mer du Nord, il y a une dizaine de jours, existent-ils encore ou bien y en a-t-il un qui manque?

2° Y a-t-il, parmi les torpilleurs arrivés à Cherbourg et à Tanager, ou plusieurs qui portent des traces d'avaries produites par des obus?

Si la commission donne une réponse affirmative à une de ces questions, il sera établi que les deux torpilleurs qui se trouvaient dans la nuit du 21 au 22 octobre à Dogger-Bank et qui, d'après l'amiral Rodjstvensky, auraient été des torpilleurs ennemis, étaient en réalité deux de ses propres torpilleurs.

Déclaration de l'amiral Rodjstvensky

Vigo, 31 octobre.

ment dirigée contre la flotte russe. Les informations parues dans la presse au sujet de l'affaire de Hull sont fantaisistes. Ce que je vous ai dit est toute la vérité. »

L'Enquête à Hull

Londres, 31 octobre.

L'enquête ouverte à Hull reprendra mercredi à trois heures et se continuera de jour en jour jusqu'à ce qu'elle soit terminée.

Cette enquête durera vraisemblablement jusqu'à la fin de la semaine. Un très grand nombre de témoins ont été appelés, les plus importants étant naturellement ceux qui avaient la direction des navires endommagés, tels que le capitaine et le second des chalutiers Moulmein et Mino.

Le Rôle de la France

Saint-Petersbourg, 31 octobre.

Les journaux font bon accueil à la nouvelle de la création d'une commission d'enquête relative à l'incident de la mer du Nord.

On fait remarquer que cette commission ne fera qu'établir les faits, antérieurement à un échange de vues entre les deux gouvernements intéressés.

La Gazette de la Bourse dit que la raison et le bon sens ont triomphé de la satisfaction de tous. « La France, déclare le journal, a joué le glorieux rôle d'intermédiaire pacifique. »

Les Novosti disent que la Russie devrait être sensible à l'intervention française dans la crise de ces jours derniers. Le danger était grand et les conséquences pouvaient être terribles pour l'Europe toute entière.

Dans la presse autrichienne, on reconnaît également que l'action de l'ambassadeur de France à Londres, entreprise avec l'appui cordial de son gouvernement, a été non seulement la forme de médiation la plus acceptable, mais aussi la seule forme que l'Angleterre et quelques autres grandes puissances pussent envisager sans inquiétude. La médiation française a l'avantage immense de n'avoir à aucun degré le caractère d'une immixtion déplacée, tandis que le fait que la France a tout à gagner et rien à perdre, en préconisant un arrangement, est un gage de la loyauté de ses intentions dans cette affaire.

Bruit du Retour de l'Amiral Rodjstvensky

Saint-Petersbourg, 31 octobre.

On raconte que l'amiral Rodjstvensky rentrerait en Russie. Le prétexte serait son état de santé. En réalité, on serait pour donner satisfaction à l'Angleterre.

Le bruit court que l'amiral Rodjstvensky a dû débarquer à Vigo, en raison de son état de santé. On ne manquera pas de dire que c'est une maladie diplomatique, mais l'amiral étant atteint du diabète, une recrudescence du mal après l'incident de Hull n'aurait rien de surprenant.

Les Pourparlers diplomatiques

Saint-Petersbourg, 31 octobre.

Le comte Lamsdorf, ministre de affaires étrangères, et sir Charles Hardinge, ambassadeur d'Angleterre, ont eu hier un entretien au sujet de l'incident de la mer du Nord.

Navires russes à Alger

Alger, 31 octobre.

Les contre-torpilleurs russes Blenskiy, Rodry et Besouprechny, provenant de Cherbourg et, suivant la déclaration du capitaine, en dernier lieu de Tanager, sont arrivés à Alger.

Il se sont joints vingt-quatre heures pour s'approvisionner de charbon.

On mande de Tanager que sept contre-torpilleurs russes et deux charbonniers sont partis de ce port hier, dans la direction de l'est.

On attend les navires Alexandre III, Prince Souvaroff, Orel et Borodino.

L'Escadre russe à Vigo

Madrid, 31 octobre.

Les dépêches de Vigo annoncent que plusieurs officiers russes sont partis pour Madrid et trois officiers de grand grade pour Paris, avec des plis de l'amiral Rodjstvensky.

L'impression des officiers de l'état-major de l'escadre est que leur séjour dans les ports espagnols durera plus de quinze jours. L'amiral Rodjstvensky fait préparer activement le dossier de l'enquête et la rédaction des témoignages des officiers présents à la collision.

Les Russes profitent de leur séjour pour faire des excursions sur la côte de Galicie et pour faire des exercices de tir et de signaux, surtout la nuit.

A LA CHAMBRE ESPAGNOLE

Madrid, 31 octobre.

La séance continue au milieu d'un silence ininterrompu. De nombreux incidents se produisent et entravent le cours des débats.

La séance dure depuis trente-six heures et on discute encore à sept heures du matin pour savoir si elle devait continuer.

Hier soir à dix heures, M. Maura est allé rendre compte au roi de la situation parlementaire.

C'est parce que le président de la Chambre avait refusé la parole à quelques députés des minorités que celles-ci ont provoqué un scandale sans précédent dans l'histoire parlementaire de l'Espagne. Les cris, le bris des meubles et les bagarres ont duré jusqu'au moment de la suspension de la séance.

La séance a été suspendue à sept heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi, afin de permettre une réunion des chefs des minorités. Avant la suspension, la Chambre s'est déclarée en permanence pour discuter les demandes en autorisation de poursuites, conformément au désir du gouvernement et de la majorité.

L'Univers assure que M. Maura, à la suite de son entrevue avec le roi, s'est montré satisfait, car le roi lui a renouvelé toute sa confiance.

L'AGITATION GRÉVISTE

Dunkerque, 31 octobre.

Les entrepreneurs de camionnage ayant promis, il y a un mois, à leurs ouvriers camions, une prochaine augmentation de leurs salaires, augmentation qui ne leur a pas encore été accordée, les camionneurs du port de Dunkerque, au nombre de trois cents, ont décidé ce matin de se mettre en grève.

L'ACTUALITÉ

A LA PORTE D'UN CIMETIÈRE

Histoire vraie... pour le jour des morts

C'est un geste, fin geste qui d'enfant pris en l'instinct dans la chambre noire de mes yeux que je veux vous développer.

Au surplus, je l'ai surpris le geste joliment autour d'un cimetière en ces grands anniversaires du Souvenir, pendant lesquels notre pensée vivante s'attarde près de nos morts aux yeux éteints.

En cette semaine où, sur les clartés vives de la Toussaint, le « jour des Morts » a brusquement tiré ses draperies noires, les tramways « Cimetière » ont tout l'air d'être une succursale des pompes funèbres. Les longs voiles de crêpe des dames en deuil les drapent à l'intérieur comme d'une tenture funéraire sur laquelle s'allume, comme des cierges, la lumière jaune des couronnes et se balance en encoffres la flamme vive des chrysanthèmes amis des tombes.

Les morts sont arrivés les premiers; ils attendent là-bas, au lieu de procéder le cortège... et le convoi roule au lieu de marcher. L'illusion est presque complète et, si d'aventure, le tramway battait une panne, je crois que les voyageurs, sans y songer, se mettraient en files et prendraient l'instinct le pas triste de l'ordinaire convoi funèbre à pied. Curieux, ce tramway recueilli comme une maison mortuaire, chargé de deuil confondus... Cette église qui glisse... très vite, vers la cité du sommeil où des ombres flottantes, insaisissables, attendent l'accablant mystère d'autres ombres vivantes en leur forme terrestre. Tout ce qui touche à la mort est si mystérieux...

J'étais devant, sur la plate-forme... au chevron... Pas loin de moi, deux enfants : une petite fille d'une dizaine d'années, un petit garçon son frère, de six ou sept ans... en deuil tous les deux... en grand deuil de pauvres... un deuil de rencontre, d'occasion, de charité peut-être, mais décent, propre, raccommodé. Une affection restante, une petite chrétienne avait veillé sur leur solitude toute fraîche. Peut-être, les sœurs de la petite fille étaient un peu grands pour ses pieds mignons, et son chapeau avait coiffé une autre tête avant la sienne. Mais il avait été adapté à son âge, avec goût; il n'avait pas l'air, — cet air affreux, — d'un chapeau de dame installé par erreur sur une tête d'enfant pauvre. Sous ce chapeau noir, d'où s'envelopaient au vent des mèches folles que cardait le soleil d'un fin peigne d'ambre blond, la petite fille était jolotte, jolotte encore de cette tristesse vague et presque inconsciente que la Mort, en passant tout près d'elle, avait laissée dans ses yeux bleus.

Le petit garçon était tout son portrait... en miniature, avec quelque chose de souffreteux que n'avait pas la petite fille.

Il la tenait par sa robe... de ce même geste d'habitude qu'il n'avait pas désappris. La robe était plus courte, mais ses petites mains s'y accrochaient dans le même geste d'appel à une protection.

Deux petits êtres tout seuls qui s'en allaient dans la vie dont ils ne savaient pas le chemin, en se tenant par la main... C'était triste!

La petite avait conscience de son rôle nouveau pour elle de « petite maman ». D'une tape menue elle mettait d'aplomb le bérêt du petit frère, alors même qu'il était bien en place... renouait autour de son cou le petit foulard qui n'était pas dénoué... rajustait quelque chose... enfin s'occupait de ces mille petits riens qui voulaient dire : « Ne crains rien, petit... c'est moi là. »

C'était joliment à regarder!

La petite portait un bouquet fait avec des fleurs d'un jardin de campagne, celles que l'été prodigue laisse avareusement à l'automne. Le dahlia simple y dominait entouré de quelques roses agrestes lasses de vivre et de chrysanthèmes campagnards... Quelque grand-mère, qu'on était allé voir la veille à la campagne, pour le dimanche du père... et qui avait donné ce bouquet à la petite pour qu'elle le portât sur la tombe de la maman qui reposait dans le triste cimetière de ville...

Ces deux enfants ainsi blottis dans le malheur tout neurent allumant en pitié les regards des quelques voyageurs de la plate-forme et surtout d'une grande fille de quinze ans, en deuil aussi, mais en deuil riche... et qui se serrait contre sa mère sans cesse de regarder les orphelins. Ses yeux semblaient dire : « Qu'il fait bon avoir sa mère ! »

Le tramway vida son deuil sur un champ de toire... En face des portes du palais des morts, la Vie tenait marchée en plein air. Le cri des marchands se heurtait aux mélées traînantes des mendicants professionnels. Tout un monde, un pauvre petit monde prétendant vivre pour quelques jours du voisinage des Morts.

Et ce remous de vie populaire battant les murs du cimetière, ces bruits confus faisaient brèche dans le royaume du Silence, avaient quelque chose de poignant à la façon des drames de Shakespeare.

« Un sou la pièce... trois pour deux sous ! » glapissait une marchande d'oranges au nez violet.

« Les gaudes, les gaudes toutes ébahies ! » clamait un vieux d'une voix

La voix lamentable s'élevait tout à côté des oranges, les regardant longuement l'aventure, et le pauvre chien qui tenait une sabbie à ses dents parut les intéresser vivement. Il y eut entre les deux enfants un petit palabre que je ne saisis pas.

C'était, probablement, trop difficile à faire; car ils s'éloignèrent vivement du côté où se trouvait le pauvre chien, et ils se mirent à courir. Pour sûr, les gaudes allaient avoir raison; car elles étaient puissamment séduites avec ce parfum qui chatouillait les narines, ce sucre en poudre fine qui piquait les yeux... Il y eut, en effet, longue pause devant la pâtisserie ambulante... Mais ça n'était pas ça encore.

Les voilà, deux pas plus loin, en arrêt devant un étalage de pain d'épice découpé en formes bizarres, déguisé même en bonhommes et en polichinelles... Ce pain d'épice réveillait quelque souvenir de gourmandise... C'est lui, décidément, qui aura les sous.

« Avez pillé d'un pauvre aveugle, ayez pitié, bonnes âmes ! Le geste commença pour l'achat ne s'acheva pas... Un petit retour, un court concubinage... une entente signée d'un coup de tête bien décidée... et les sous destinés au pain d'épice tombent en riant dans la sabbie du chien de l'aventure produisant aussitôt, en défilé, comme dans un distributeur automatique, le « Merci, bonnes âmes, Dieu vous le rende ! »

Deux bonnes âmes d'enfants, en effet; deux bons petits cœurs qui faisaient un geste joli... sans le savoir.

Il est rare que la vertu soit dans ce monde aussi promptement récompensée qu'elle le fut dans cette occasion.

La grande fillette en deuil, qui avait suivi ce drame d'enfants et de sacrifices, dit qu'elle se moit de l'œuvre de sa mère, et promptement comme une fée, déposa dans les mains de chacun des deux enfants les plus gros des bonhommes de pain d'épice.

C'était la réponse du ciel au geste joli des petits orphelins... Ils parurent à peine étonnés, les deux petits, et ne dirent pas merci... C'était un acte évidemment... On ne remercie pas les anges.

Les deux groupes disparurent dans le cimetière... le frère et la sœur se dirigeant vers le quartier pauvre... la fillette et sa mère vers les mansardes riches.

Et moi, longtemps après que les visions enfantines eurent disparu, je gardais dans les oreilles la musique que j'avais faite, en tombant dans la sabbie, les petits sous des enfants pauvres. S'il y a au ciel un photographe, pour sûr il a dû enregistrer le son joli.

Jean Paul.

La Délation dans l'Armée

LA COMPLICITÉ D'ANDRÉ. — NOUVEAUX DOCUMENTS

Paris, 31 octobre.

Puisque de nouvelles preuves sont nécessaires, le *Figaro* continue la publication des fiches de délation envoyées par M. Vadeкарd au général André :

Fiche portant le n° 62 au ministère de la guerre.

M. Muiron, à Saint-Brieuc. Passe pour un chouchou. Tous ses enfants sont placés dans des maisons religieuses. Lui-même ne manque pas la messe. Malgré cela, il se montre assez paternel avec ses collègues, il est quelquefois dur; mais, malgré tout, il est juste, paraît ne pas se laisser mener et travaille beaucoup. Il est très avare de permissions.

Addition faite sur la même fiche par suite de l'intervention d'un autre délateur :

M. Muiron passe pour le type du parfait clercal « cléricisme ».

Les mots en italique sont soulignés dans la fiche. Résultat : Le colonel Muiron a été rayé du tableau et mis à la retraite, cette année, après dix ans de grade. Cent colonels plus jeunes que lui ont été promus généraux.

Fiche portant le numéro 11 au ministère de la guerre.

Colonel Marmet, commandant le 100^e d'infanterie à Narbonne :

Homme d'une piété exagérée, communie tous les dimanches. Les officiers et les sous-officiers, je m'en souviens, se sont convertis, pour faire la cour à leur colonel, se pressent à la messe qu'il a l'habitude de suivre.

Politiquement, il a su se réserver absolument. Il n'a jamais fait la moindre allusion à ces questions et les officiers croient en général à sa neutralité.

En dehors de la caserne, il ne veut rien savoir. En résumé, c'est un cléricisme prudent qui ne tient pas à se faire des ennemis capables de nuire à son avancement.

Deuxième note sur le même :

M. Marmet est cléricisme. On le désigne couramment à Narbonne sous le nom de moine-soldat.

Est d'une dévotion outrée, ce qui fait que toutes les fêtes du régiment laissent une grande place à la partie religieuse.

A fait comme adjoint un sergent marié, bien au-dessous de ses camarades comme valeur et instruction, uniquement parce que celui-ci allait régulièrement et ostensiblement se prosterner avec sa femme dans toutes les cérémonies religieuses.

Est considéré, religion à part, comme un brave homme assez bienveillant.

Résultat : ce « brave homme » proposé pour l'avancement en 1901, 1902, 1903, a été rayé; il est toujours au même poste. Il est breveté et colonel depuis plus de deux ans.

Fiche portant le n° 67 au ministère de la guerre.

Commandant Pagès-Xatard, 9^e d'infanterie à Agen :

Est proposé pour le grade de lieutenant-colonel. Peu estimable, il est peu estimé des officiers, tant au point de vue moral qu'au point de vue technique. Son avancement ne peut être que nuisible à la République.

Résultat : le commandant Pagès-Xatard était au tableau en 1901. Il a été rayé en 1902, puis rayé comme le demandait M. Vadeкарd, par la note de son dénonciateur.

Fiche portant le n° 74 :

Captaine Quénard, 16^e bataillon de chasseurs, à Lille :

Marié à la fille d'un des plus invétérés réactionnaires de la ville. Assurément calotin. Se méfier.

Résultat : le général André s'est méfié. Le capitaine Quénard, de la promotion 1892, marque le pas. Il était au tableau d'avancement depuis 1902.

Fiche portant le n° 604 :

Colonel Couillau (J.-F.-P.), 141^e régiment d'infanterie à Marseille :

Mauvais renseignements généraux, mais défaits manquant.

Résultat : sur le vu de cette délation sans détails, sans preuve possible, le colonel Couillau, qui avait été proposé régulièrement en 1901 par le général Metzinger, a été rayé du tableau. Il est encore à Marseille, au 141^e.

Par contre, dans le dossier de Corinthe, sur le désir de M. Vadeкарd, on a inscrit d'autres officiers plus heureux.

Fiche portant le n° 20 au ministère de la guerre.

M. le commandant Rabier, 91^e de ligne, à Bar-le-Duc.

Catholique. Aimé des hommes, applique la discipline militaire avec bienveillance, c'est-à-dire sans flegme inutile.

N'hésite pas à affirmer son opinion républicaine. A consenti à assister comme témoin dans une affaire d'honneur au P. M., sachant que le citoyen dont il se portait garant était F. M.

Fers un très bon officier supérieur dans les grades les plus élevés et présente toutes les garanties désirables.

La fiche est de novembre 1901. Le commandant Rabier a été mis au tableau hors tour et nommé lieutenant-colonel, le 20 mai 1902. En outre, il a été appelé à Paris au 76^e régiment d'infanterie. Il avait six ans et six mois de grade de commandant.

Fiche portant le n° 32.

Commandant Hollender (A.-E.), à Saint-Servan (1901).

Peu connu à Saint-Servan. Les renseignements que l'on a pu obtenir sur lui sont bons. Personne ne le voit aller à l'église, il passe pour bon type. « Il est dans le mouvement », ce qui est certes une indication dans un pays essentiellement réactionnaire.

Le commandant Hollender a été aussitôt inscrit par le général André au tableau et promu, à six ans et cinq mois de grade, lieutenant-colonel. Le ministre l'a placé dans l'état-major de l'armée, au service des renseignements : il est témoin à charge dans le procès Dautriche.

Tels sont les nouveaux documents publiés par le *Figaro*.

LA DÉCORATION DE VADECARD

M. Vadeкарd a été décoré le 13 janvier 1903. Sa nomination est inscrite au *Journal officiel* sous la mention suivante :

Ministre de l'intérieur. — Est nommé chevalier dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

M. Vadeкарd (Narcisse-Amédée), publiciste à Paris. Titres exceptionnels : services distingués dans la presse.

Dans la presse, personne ne connaissait M. Vadeкарd, en dehors du G.-O., mais tout le monde connaît désormais ses titres exceptionnels. La nomination a été faite, il est vrai, par le président du conseil et non par le ministre de la guerre. Mais la raison en est des plus simples : le général André ne pouvait décemment décorer publiquement lui-même le chef de ses délateurs. Ses rapports avec lui étaient trop confidentiels, il se l'imaginait tout au moins, et il a demandé à M. Combes de signer cette nomination. Mais il a prélevé cette croix sur le contingent personnel du ministère de la guerre pour la mettre à la disposition du ministère de l'intérieur.

UNE PLAINTE DE M. VADECARD

Paris, 31 octobre.

M. Vadeкарd, secrétaire général du Grand-Orient, vient d'adresser au garde des sceaux une plainte en vol et complicité de vol contre M. le député Guyot de Villeneuve et tous autres.

Suivant l'usage, le garde des sceaux a transmis cette plainte au procureur général.

UNE NOUVELLE INTERPELLATION DE M. GUYOT DE VILLENEUVE

Paris, 31 octobre.

M. Guyot de Villeneuve vient d'adresser la lettre suivante au président de la Chambre :

« Monsieur le président,

« J'ai l'honneur de vous informer que je me propose d'interpeller M. le ministre de la guerre, dans la séance du vendredi 4 novembre, sur les suites qu'il a données à l'ordre du jour voté par la Chambre vendredi dernier.

« Je demanderai la discussion immédiate. »

LE DOSSIER VADECARD ET LE CONSEIL DE L'ORDRE

Paris, 31 octobre.

Le conseil de l'ordre du Grand-Orient s'est réuni samedi matin et n'a pas pris de décision, mais l'un de ses membres fait dire dans le *Temps* :

« La plupart des membres du conseil ont été extrêmement surpris de cette correspondance étroite entre le cabinet du ministre de la guerre et le secrétariat général du Grand-Orient.

« Ils ont certifié qu'ils ignoraient l'existence de pareille organisation et n'ont pas dissimulé leurs regrets de ce qu'une destination aussi peu réglementaire eût été donnée aux bureaux du secrétariat.

« Ils ont ajouté qu'ils attendaient cependant des explications que M. Vadeкарd leur prometait avant de se prononcer sur la sanction qu'il leur sens il conviendrait de donner à ces incidents.

« M. Meslier, M. Dublet et M. Massé, qui sont députés, avaient déjà protesté. Mais, si peut-être ces trois messieurs n'ont pas connu le dossier Vadeкарd, ils ne peuvent dire que le conseil tout entier ne l'a pas connu. En effet, plusieurs membres du conseil de l'ordre sont compris dans la liste dressée par M. Guyot de Villeneuve.

« Voici les noms que nous trouvons dans son discours et la date de leur élection (ils sont nommés pour trois ans) : le P. M., Schwere, notaire à Grenoble (1899); Bédard, avocat à Marseille (1900 et 1904); Bernardin, juge de paix à Pont-A-Mousson (1902); Debière, professeur à la Faculté de médecine de Lille (1902); Jeanvort, conseiller à la cour d'Angers (1903); Pasquier, commandant de la prison du Cherche-Midi (1903).

« Ces six membres du conseil de l'ordre connaissent cette correspondance, puisqu'ils y répondent !

« Enfin, nous n'avons pas appris que MM. Laffère, Girod, Rabier, Lavé, qui sont à la fois députés et membres de ce conseil, aient protesté. Le Grand-Orient, par ses délégués, essaie seulement de sauver la face. »

LE GÉNÉRAL DELANNE

Le général Delanne est ensuite entendu.

Le général Delanne : Je n'ai gardé aucun souvenir de ma signature autorisant un prêt de 20,000 fr. et j'ai été surpris que ce registre me soit présenté. En effet, le service des renseignements était dans les attributions du général de Lacroix et je n'avais pas à m'en occuper. J'ai dû donner cette signature comme celle de mon supérieur, en remplacement du général de Lacroix, qui devait être absent.

Un juge : Vous n'avez pas demandé à voir un autre livre de comptabilité pour justifier ce prêt ?

Le général : Non.

Le président : Si on vous avait dit qu'on avait besoin de 20,000 francs pour un service particulier, en auriez-vous gardé le souvenir ?

Le général : Je n'en sais rien, mais je ne me rappelle pas qu'aucune explication m'ait été donnée.

Le président : On ne vous a pas parlé du nom d'Austerlitz ?

Le général : Je n'en ai pas entendu parler et moi-même je ne me rappelle pas.

Le président : Avez-vous été étonné de voir votre nom mis en cause par le capitaine François ?

Le général : Oui, je ne savais de quel il s'agissait.

Lecture est donnée de la déposition du général Delanne devant M. Cassel.

M. le président : C'est à la suite de votre déposition que le général de Lacroix et les capitaines François et Mareschal ont été incriminés.

Le général Delanne donne ensuite ces explications :

Le général de Lacroix m'avait donné l'ordre d'empêcher les officiers du deuxième bureau de s'occuper de l'affaire Dreyfus. Je donnai cet ordre. Un jour, le capitaine François m'apporta un rapport relatif à l'affaire Dreyfus. Je le fis détruire.

Le général de Lacroix raconta l'incident au général de Lacroix, qui réitéra sa défense.

Plus tard, le général de Lacroix vint à mon bureau et me dit que l'un de nos agents de Nice était arrêté et qu'on demandait son extradition. On me demanda d'intervenir pour qu'une permission soit donnée à l'individu arrêté. La permission fut donnée. On ne trouva aucun document intéressant. Ces documents furent reproduits dans un journal. Une interpellation eut lieu, qui motiva la retraite du général de Lacroix.

Le commissaire du gouvernement demanda à poser quelques questions au général Delanne.

M. Rabier : Si on vous avait parlé d'une affaire portant sur des documents de 25,000 francs, auriez-vous conservé le souvenir de cet incident ?

Le général : Ça ne m'aurait pas frappé.

Le commissaire du gouvernement : Si on vous avait demandé l'autorisation d'acheter un document de 25,000 francs, cela eût-il sorti de votre mémoire ?

Le général : Le chiffre ne m'est pas frappé.

Le commissaire du gouvernement : Le capitaine François prétend que l'affaire était urgente.

Le général : Je n'ai aucun souvenir de ça.

Sur la saisie des papiers de Wessel opérée par un agent du deuxième bureau, le général Delanne donne de nouvelles explications. A toutes les questions qu'il lui sont posées, par le commissaire du gouvernement, le général Delanne se borne à ouvrir les bras et à dire : « Je ne me souviens pas ! »

Le général déclare ensuite qu'il ne connaissait pas l'existence des fiches sur les hommes politiques et, contrairement à ce qu'a déclaré M. Tamps, il n'a jamais cru avoir été trompé par les quatre officiers.

M. Jules Auffray : Le général Delanne connaît M. Dautriche depuis longtemps. Qu'en pense-t-il ?

Le général : M. Dautriche, que j'ai eu sous mes ordres, m'a toujours paru digne satisfait, mais je n'ai eu de lui que des notes et n'ai rien à lui reprocher de ce qu'il a dit de lui.

LE GÉNÉRAL DE LACROIX

On entend ensuite le général de Lacroix.

J'ai, dit le général, pris mes fonctions à l'état-major de la guerre le 1^{er} janvier 1901. Je n'ai aucun souvenir d'avoir été mêlé aux négociations de l'affaire Austerlitz. C'est le général Braut qui traitait les questions avec le chef de service du bureau des renseignements.

Dans ses explications, le capitaine François a été très précis sur les questions de service des renseignements, rapport dans lequel était mentionnée, à titre d'exemple, l'affaire Austerlitz. Moi je conteste que mon attention ait été attirée directement sur l'affaire de Zurich.

M. le président pose diverses questions au témoin.

Mon commandement, dit le témoin, était basé sur la confiance. J'ai eu confiance dans mes officiers.

Il était impossible qu'il en fût autrement, étant donné la multiplicité de mes fonctions.

Le capitaine François, d'un tempérament très ardent, est prudent. C'est un homme de devoir. Il ne s'en est pas occupé. A un certain moment, il apprend qu'on veut faire connaître l'affaire Dreyfus. Aussitôt, il croit de son devoir de faire un rapport qu'il me remet et que je remets au général Delanne.

Le général Delanne dit : C'est encore l'affaire Dreyfus ! Je ne veux pas qu'on s'en occupe ! Et il brûle le rapport.

En ce qui concerne « Austerlitz », je savais que l'affaire était très intéressante.

Le président : Valaient-ils 25,000 fr., les documents fournis ?

Le général : Je l'ignore absolument. J'ai le souvenir qu'Austerlitz était très exigeant et que nous le tenions beaucoup à la garde. C'était une bonne source d'informations.

M. Chenu : A la connaissance du témoin, les officiers qui sont sur ces bancs ont-ils pu constituer au deuxième bureau une agence Tricou et Cacioc ?

Le général de Lacroix se borne à lever les épaules. Il ajoute bientôt, sur une autre question de M. Chenu :

François a un tempérament que j'aime, un tempérament « enivré ». Si l'on restait au deuxième bureau, les lettres Tamps-Mathilde Baumier n'eussent pas été livrées à la publicité. Dans le cas où il aurait voulu dissimuler l'affaire Austerlitz, il n'en aurait pas parlé dans son rapport.

Un juge : Si une faute de service eût été commise par le capitaine François, aurait-elle été le général de Lacroix qui l'eût renvoyé ?

Le général : Certainement oui et le renvoi n'eût pas été de moi.

L'audience est suspendue.

L'audience est reprise à trois heures cinq.

LE COLONEL HACHE

Le colonel Hache fait sa déposition. Il déclare qu'étant chef du deuxième bureau, en 1899, il ne se souvient pas si, à ce moment, la mention Austerlitz existait ou non.

Je n'aurais d'ailleurs pas, ajoute-t-il, à me préoccuper de ce qui s'était passé antérieurement. Je ne me souviens pas non plus de la question d'un prêt de 20,000 francs.

Notre entrevue, dit le colonel, eut lieu à son bureau et non dans son appartement. Elle se borna au règlement des comptes à partir de mon entrée.

Le chef de service devait me faire part de toutes ses opérations. C'était un moyen de contrôler le registre des dépenses courantes arrêtées à la fin de chaque mois me servant comme moyen de contrôle.

Le crédit mensuel était de 40,000 francs. Les

deux tiers étaient absorbés par des mensualités à payer. L'emploi de la différence était facile à contrôler. A partir de ce moment, toute grosse dépense devenait impossible sans que j'en aie connaissance.

Le commissaire du gouvernement au témoin : Avez-vous vu le reçu de 25,000 fr. dans le dossier Austerlitz ? Avez-vous eu connaissance des fameuses fiches sur des hommes politiques ?

Le témoin : Je ne connais ni le dossier, ni le reçu Austerlitz. Je n'ai pas entendu parler de fiches concernant des hommes politiques.

Quant au départ du service du colonel Rollin et des capitaines Mareschal et François, j'en ai été surpris. J'ai demandé des explications, on ne m'en a pas données.

J'ai cependant entendu parler de renouvellement de personnel.

Relativement à la publication des lettres Tamps-Mathilde, le témoin déclare qu'il ne croit pas que le capitaine François, chef du service, ait jamais pu faire une telle communication à la presse.

LE CAPITAINE LAMBLING

Le capitaine Lambling lui succède à la barre.

J'ai pris la suite du service du capitaine Mareschal, dit le témoin. C'est ainsi que j'ai eu connaissance du dossier Austerlitz. Autour du classement des pièces, nous avons trouvé deux reçus, mais je n'ai aucun souvenir que ces reçus m'aient été remis au moment de la fourniture des pièces.

Le capitaine avait l'habitude de ne donner aucun reçu à notre première entrevue, qui eut lieu dans une chambre d'hôtel. Nos entrevues suivantes ayant eu lieu en plein air je ne songeai point à lui réclamer de reçus.

Lecture est donnée de la déposition du capitaine Lambling, qui contient entre autres détails l'énumération des documents contenus dans le dossier Austerlitz. Le point de savoir si sur les onze documents d'Austerlitz on n'en doit retenir que deux ou quatre pour éliminer les autres, qui sont sans valeur, soulève une longue discussion entre le commissaire du gouvernement, le témoin et la défense.

Un juge : Le témoin peut-il assigner une date à ces deux notes qui se trouvent dans le dossier Austerlitz ?

Le témoin : Non. En tout cas, elles sont certainement antérieures à mon entrée en service.

Le président : Austerlitz, au cours de ses relations avec vous s'est-il servi du chiffre de 25,000 francs pour obtenir de vous des prix meilleurs ?

Le témoin : Non. Il m'a dit simplement que mon prédécesseur le payait mieux que moi, mais je n'ai eu aucune connaissance du chiffre de 25,000 francs que par les journaux.

LE COMMANDANT PIERRAT

Le commandant Pierrat, traducteur à l'école supérieure de guerre, est alors entendu.

L'interrogatoire entre le chiffre 10,000 et le chiffre 60,000, dit-il, pourrait disparaître par la lecture même de la phrase qui accompagne ce chiffre. Il s'agit en effet, qu'un compte et dans ces conditions, le chiffre de 60,000 conduisait à une somme fautive.

M. Bonnet fait présenter diverses lettres à M. le commandant Pierrat, qui dit lire sans hésitation le chiffre de 60,000 dans ces documents.

Le témoin : A la suite d'une de mes traductions, M. le capitaine rapporteur me faisant rectifier une erreur matérielle, me demanda de rectifier le chiffre de 10,000 que j'avais traduit. Je pensai dans ma traduction d'avoir écrit 10,000, qu'il avait lu sans hésitation et ensuite parce que le contexte était tout à fait en faveur de mon interprétation.

Dans la lettre d'Austerlitz, on lit en effet : « J'apporterais quelque chose qui vous intéresserait et je compte certainement que vous me donnerez de suite 10,000 francs et le reste plus tard. »

M. Bonnet : Or, les pièces sur lesquelles M. Pierrat dit lire aujourd'hui 60,000 sont précédées de celles qui lui ont servi pour sa traduction.

Le témoin : Alors, je me suis trompé (Mouvement).

L'audience est levée à 5 h. 5. Mercredi, continuation de l'audition des témoins.

LES SULPICIENS

Paris, 31 octobre.

Nous avons annoncé, il y a quelques jours, le coup de force décidé par M. Combes contre la compagnie de Saint-Sulpice. Voici le texte de la circulaire par laquelle le président du conseil, ministre des cultes, a notifié son ukase aux évêques dont les grands séminaires sont encore dirigés par des Sulpiciens :

Paris, 8 octobre 1901.

Monsieur l'évêque,

Les plaintes nombreuses qui se sont élevées contre le personnel congréganiste enseignant des séminaires m'ont décidé à mettre fin à une situation qui n'est d'ailleurs ni dans la lettre (sic), ni dans l'esprit du Concordat.

C'est un principe absolu de notre législation, aussi bien que du droit canon (sic), que seuls les prêtres séculiers ont qualité pour former l'enseignement (sic) de leurs confrères (secularis secularibus).

C'est à ce principe qu'ont obéi, au surplus, la majeure partie de vos collègues de l'épiscopat qui, aujourd'hui, choisissent dans leur clergé séculier, si abondant en personnalités de valeur, les hommes auxquels ils confient l'éducation des jeunes séminaristes. Ce qui se fait dans soixante-quatre diocèses peut également se faire sans difficulté dans le vôtre qui, certainement, possède lui aussi, une élite assez nombreuse pour fournir les professeurs nécessaires.

Toutefois, je comprends que cette réforme ne puisse se réaliser immédiatement, mais j'estime que rien ne s'oppose à ce qu'elle aboutisse dans un délai d'un an. Je vous demande donc d'étudier, dès à présent, les moyens de remplacer dans ce délai les professeurs congréganistes.

Le crédit mensuel était de 40,000 francs. Les

deux tiers étaient absorbés par des mensualités à payer. L'emploi de la différence était facile à contrôler. A partir de ce moment, toute grosse dépense devenait impossible sans que j'en aie connaissance.

Le commissaire du gouvernement au témoin : Avez-vous vu le reçu de 25,000 fr. dans le dossier Austerlitz ? Avez-vous eu connaissance des fameuses fiches sur des hommes politiques ?

Le témoin : Je ne connais ni le dossier, ni le reçu Austerlitz. Je n'ai pas entendu parler de fiches concernant des

SIXIEME ARRONDISSEMENT. — Julie-Anna
chet, épouse Foncelas, 27 ans, 67, rue Boile
10 heures et Poncalat, mort-né

COURS DE LYON

Table with 2 columns: CLOTURE A TERME and CLOTURE AU COMPTANT. Lists various financial instruments and their prices.

COURS DE PARIS

Table with 2 columns: CLOTURE A TERME and CLOTURE AU COMPTANT. Lists various financial instruments and their prices.

MINES D'OR

Table with 2 columns: Paris, 31 octobre. Lists gold prices and exchange rates.

BULLETIN FINANCIER

LYON, 31 octobre. Liquidation. — Les deux valeurs favorites ont été la Briansk, rachetée par les vendeurs débordés, le Rio-Tinto, sur la tenue remarquable du cuivre et la hausse des valeurs cuprifères, à New-York, où on cotait 70 3/4 l'Angeles, 102, l'Angeles, 103 1/2, l'Angeles, 104 1/2.

Briansk 445, 455. Rachats absolument de vendeurs débordés, rien ne justifiant, pour le moment, un pareil mouvement.

Comptant. — Actions. — Lyon 1367, Bons Panama 103, Jonage 375, Lombards 91, Gaz Venise 700, Caucase 265, Rochet 2800, Compagnie 285, Dombrowska 1490, Rochebelle 392, Algérie 106, Brest 235, Fournière 65, Neuville 375, Bron 74, Nouvelle 317, Georges 389, Parts Dynamite 31, Pompes funèbres 45, Américaine 260, Parts Givet 81, Simon Umo 274.

40, East Rand 213.50, Goldfields 180, Rand Mines 273.50, May 102, Transvaal 98. Actions. — Tharsis 125.25, Kertch 58.75, Montecatini 110, Sud Russe 993, Electrow 230, Borax 609, Prêt 270, Saint Etienne 187, Avignon 85.50, Montfaucon 502, Boule 620, Dombrowska 515, Alimentation 94, Richard 170, 173, Paris 70, Textiles 230, 222, Anasaba 103.

Cours de compensation

Table with 2 columns: (Reports moyens). Lists various financial instruments and their prices.

L'argent valait 2.50 0/10 au parquet, 5 0/10 aux mines, tout environ.

NOTA: Le chroniqueur Trebla répond à deux demandes de renseignements. L'argent valait 2.50 0/10 au parquet, 5 0/10 aux mines, tout environ.

TONI-KOLA VIN de KOLAS FRAIS. Seul produit hygiénique et tonique, à base exclusive de l'Extrait de Kolas frais, préparé à Constaty (Guinée française) par V. Gaboriau, exportateur de Fouta-Djallon.

ASTI-MOUSSEUX. Michel PERONA, Chambéry. SEUL le QUINA ABRIC. permet de préparer soi-même, à la minute, un litre de VRAI VIN DE QUINQUINA.

TUEGIBIER & TUE-MOINEAUX. Le Tue-Gibier permet de tirer plusieurs coups pour abattre successivement 3, 4 oiseaux d'une même volée, avec la même précision.

Pour la Publicité, s'adresser à la Société de Publicité Artistique et Commerciale, 52, rue de la République, Lyon.

TOUT-LYON ANNUAIRE. des Salons de LYON Villefranche, Vienne et Villégiatures. Adresses à la Ville et à la Campagne. Jours de Réceptions des Gens du Monde.

La Maison du Petit St-Thomas. Rue du Bac, à PARIS. OFFRE DE Grandes Facilités de Paiement à toute Personne solvable.

A VENDRE. Jolie propriété, à 5 minutes de la gare de Collonges, près de la Saône, composée de: 1° Maison de maître, presqu'entière neuve, 8 pièces en très bon état.

VERS et CONVULSIONS. des enfants. Poudre Vermifuge LION. (La meilleure des vermifuges connus) 0.50 cent, les 3 paquets.

Augmentez votre Revenu. Méthode sûre, doub. capital ch. ann. 100 l. au-dess. pouv. être rétr. augm. 30 p. cent. sans quitter banq. ass. l. p. hauts bénéf. Broch. ill. compl. grat.

GUÊTRES. Ceintures pour Dames. agents à la commission demandés dans principales villes. Ecrire: V. S. V. Office de Publicité, Bruxelles.

LE GUIDE. très complet et illustré du Voyageur et du Touriste. EN BEAUJOLAIS. Villefranche-Tarare — Villefranche-Monsols.

La Tisane OLLAGNIER, de Villeurbanne. Aux Herbes de Pays, Dépuratives et Rafraichissantes, répond à un besoin: Celui de venir à bout de la CONSTIPATION.

Ne vous purgez qu'avec le THÉ DU MONT-DES-SAUVAGES. Purgatif, Dépuratif, Anti-Bileux, Anti-Glaireux.

RENSEIGNEMENTS. confidentiels. Enquêtes pour projets de mariage, divorces, etc.

PETITES ANNONCES ÉCONOMIQUES. La ligne 24 lettres 0.25 minimum 2 lignes. LA SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ ARTISTIQUE ET COMMERCIALE Agence S. P. A.

VENTES & ACHATS DE FONDS DE COMMERCE, IMMEUBLES. Pour acheter une bonne affaire à Marseille, s'adresser à M. GOIFFON, 5, rue Thubaneau.

LOCATIONS. A louer, 52, r. République, à l'entresol, Local pouvant servir de bureau ou siège à petite Société.

AVIS DIVERS. Renseignements privés, enquêtes en vue de mariage ou divorce, recherches, surveillances, etc.

LES NUITS ROUGES. PAR Jules MARY. PREMIÈRE PARTIE. L'Armée des Misérables. Des voix arrivaient à la forteresse, confuses d'abord, comme si beaucoup de personnes eussent parlé ensemble.

Cinq cents voix éclatèrent, furieuses: — A mort! à mort! Et, au dehors, le paysan qui entendait ces clameurs tremblait de tous ses membres, se frottait les mains, se frottait les yeux, et machinalement, les mains jointes, répétait avec anxiété: — Mon Dieu, ayez pitié de moi!

Il lui fallait franchir des groupes de révoltés pressés les uns contre les autres, et il était obligé de rétrograder, quand des murmures s'élevaient contre celui qui voulait forcer les lignes. Tout à coup, Robert disparut. En même temps, une poussée violente faisait perdre au paysan le terrain gagné.